Sensibilisation sur les avantages du "crédit-bail" au Burundi

PANA, 21 juin 2016 Bujumbura, Burundi - La Banque de la RÃ©publique du Burundi (BRB) a annoncÃ©, mardi, le lancement imminent dâ€™une campagne de sensibilisation, surtout en direction des responsables de Petites et moyennes entreprises (PME), sur les avantages du crÃ©dit-bail comme mode de financement alternatif, innovant et avantageux. Dans sa dÃ©marche, la BRB est appuyÃ©e techniquement par "International finance corporation" (IFC), une institution du groupe de la Banque mondiale (BM) Å“uvrant au service du secteur privÃ©, a indiquÃ© le chargÃ© des relations entre la banque centrale et les banques commerciales au Burundi, Prosper Ngendanganya.

Ce service existait depuis 1993, mais restait peu sollicitÃ© parce que mal connu du large public au Burundi. Ce qui explique la nÃ©cessitÃ© de lancer une telle campagne. Lâ€™un des avantages du service est que le bÃ©nÃ©ficiaire pourra acquÃ©rir des Ã©quipements auprÃ¨s dâ€™un Ã©tablissement commercial donnÃ© ou toute autre institution spÃ©cialisÃ©e, payer progressivement et prendre dÃ©finitivement possessif du bien, au terme du crÃ©dit, a affirmÃ© M. Ngendanganya. Le secteur privÃ© reste nÃ©anmoins confrontÃ© Ã des problÃ¨mes de fond dont lâ€™accÃ¨s limitÃ© aux financements Ã cause chertÃ© des crÃ©dits, lâ€™existence dâ€™un rÃ©seau informel dâ€™Ã©pargne et de crÃ©dit, lâ€™indÃ©pendance relative d ou encore lâ€™absence dâ€™un cadre institutionnel des marchÃ©s financiers, dÃ©plore-t-on souvent du cÃ´tÃ© de la Chamb commerce et dâ€™industrie au Burundi. Une grande partie de la population burundaise, quant Ã elle, pÃ¨che par lâ€™analphabÃ©tisme et ignore les mÃ©andres de lâ€™accÃ¨s au crÃ©dit et le mode de son remboursement, dit-on encore Ã Chambre de commerce et dâ€™industrie encore peu satisfaite du nombre insuffisant dâ€™Ã©tablissements bancaires sur le territoire national. Par rapport Ã la conjoncture, lâ€™argent ne coule plus Ã flot au Burundi depuis que les principaux bailleurs de fonds traditionnels ont dÃ©cidÃ© de se dÃ©sengager Ã cause de la crise politique, en cours dans le pays depuis plus dâ€™un an. En temps normal, le Burundi dÃ©pendait de lâ€™extÃ©rieur pour plus de 50% de ses besoins liÃ©s au dÃ©veloppement socio-Ã©conomique national, rappelle-t-on dans les milieux dâ€™affaires Ã Bujumbura.